

excédent d'ici un an. Il est impossible d'isoler l'excédent de la récolte générale, puisqu'il faut les écouler sur les mêmes marchés. Si nous pouvions vendre notre excédent en Chine ou dans la planète Mars, ce serait un problème distinct de celui que constituent les récoltes futures, mais nous ne pouvons l'écouler de cette façon. Notre excédent est un élément du même problème et il doit être envisagé de la même façon. La situation mondiale actuelle est raisonnablement encourageante en ce qui concerne le blé, grâce aux mesures qu'on a prises, mais je ne crois pas que la situation puisse redevenir normale d'ici un an. En ce qui me concerne, je suis résolument opposé à toute proposition qui considérerait cette loi comme une mesure d'urgence destinée à ne rester en vigueur que pendant un an.

M. CHURCH: Monsieur le président, comme l'honorable préopinant, j'aurais préféré m'en tenir au bill original. L'histoire du monde est l'histoire des minorités et l'histoire du Canada est une histoire de compromis. Je suis venu dans cette Chambre vers le même temps que l'honorable préopinant et je puis dire aux honorables députés de la gauche que durant les années 1921 à 1926, lorsque le gouvernement Drury était au pouvoir dans l'Ontario un grand journal protectionniste dépensa une grosse somme d'argent pour envoyer des experts dans l'Ouest. Ces experts conseillèrent l'étatisation de la grande ressource naturelle, de l'industrie des céréales. A cette époque nous avions des libéraux-progressistes, des libéraux et des progressistes, mais au moment des élections ils étaient tous libéraux. Ce journal progressiste, le *Toronto Evening Telegram*, autrefois publié par le grand éditeur courageux et patriote, John R. Robinson, souligna le fait que la production du blé était la plus grande industrie du Canada. On démontra qu'il ne s'agissait pas d'une industrie septentrionale ou méridionale, mais d'une industrie impériale, car nos marchés se trouvaient en Angleterre, dans les pays alliés, la France et l'Italie, et un pays étranger, l'Allemagne. Le plus grand excédent dont souffre le pauvre producteur de blé, est la politique libre-échangiste des honorables députés de la gauche.

Où se trouvaient les honorables membres de la gauche alors? Ce qui trouble le plus le pauvre producteur de blé c'est l'ancienne politique de l'honorable député de Shelburne-Yarmouth (M. Ralston), de ses collègues et de ses anciens alliés, les progressistes. Nous devons faire face à la situation actuelle. Les faits sont les faits. J'ai dit en 1924 que le meilleur ami du producteur de blé était la protection. J'ai dit:

Le meilleur ami du cultivateur de blé de l'Ouest est la politique de protection, telle qu'elle

a été adoptée et appliquée par les fondateurs et les défenseurs de la politique nationale, le parti conservateur du Canada. Le producteur de blé de l'Ouest a goûté l'amertume du libre-échange; il ne faut pas s'étonner alors qu'il ait les dents agacées. Il a fini par croire, ou s'est laissé convaincre par de soi-disant leaders, que la culture du blé dans l'Ouest canadien est une industrie continentale, une industrie qui doit prospérer en raison de l'admission de ce produit au marché des Etats-Unis, ou périr à cause de son exclusion. Je maintiens que la culture du blé dans l'Ouest canadien est de toutes les grandes industries canadiennes la plus vraiment nationale, la plus largement impériale. Les marchés de l'empire britannique ont plus d'importance et les marchés des Etats-Unis ont moins d'importance pour nos producteurs de blé que pour toute autre classe de producteurs canadiens.

On doit féliciter le Gouvernement d'avoir mis en vigueur la politique qu'il préconise, et l'histoire dira que c'est là un fait des plus extraordinaire. Ce parti a été constamment le protecteur des producteurs de céréales. Une autre enquête a suivi celles qu'avait conduites le journal que j'ai mentionné et qui avaient démontré qu'il existait de la contrebande pour ce qui est du blé dur canadien, non seulement dans les éleveurs de Buffalo, mais aussi dans ceux de Baltimore, de New-York et de Philadelphie. Comme je l'ai dit, ce Gouvernement a été placé dans une situation désavantageuse lorsqu'il arriva au pouvoir en 1930 à cause des politiques libres-échangistes du parti libéral et du parti progressiste, et je suis heureux de voir que les progressistes, qui, autrefois étaient sous la direction de M. Crerar et de M. Forke, tous des libéraux sincères, ont enlevé leur masque et admettent maintenant que l'industrie du grain n'est pas et n'a jamais été une industrie septentrionale ou méridionale mais bien une industrie allant de la côte de l'Atlantique à celle du Pacifique, une industrie purement britannique. Le pauvre producteur de céréales a dû subir la conséquence des politiques de l'honorable député de Shelburne-Yarmouth (M. Ralston) et du parti libéral. Avez-vous déjà entendu parler de l'Argentine vendant son blé au son des fanfares? Non; nous avons eu un peu trop de cette politique de vente et d'achat du blé à la demande de nos honorables amis de la gauche.

Je félicite le premier ministre de ce qu'il a fait; c'est la mesure la plus progressive qui ait été prise dans l'Empire britannique ou dans les Dominions sur une question de ce genre. En 1924, les conservateurs ont proposé dans cette Chambre une politique nationale semblable—une politique de contrôle par l'Etat—pour l'achat et la vente du blé; on s'est moqué d'eux à ce moment-là. Je renvoie les honorables députés à l'histoire de l'éclairage et de l'énergie électrique à bon marché dans la province d'Ontario. Ils veu-